

28/08/2025

Le combat anticolonial et anti-impérialiste seul apte à libérer la Palestine

Où en sommes-nous ?

« Gaza ne portera jamais le drapeau blanc de la capitulation. Ni les sionistes, ni aucune autre criminelle force ne réussiront jamais à briser la volonté de la résistance à Gaza. »

Ces mots prononcés en février 2025 par Georges Abdallah résonnent aujourd'hui plus que jamais.

Alors qu'il est confronté au pire génocide du 21^e siècle, ainsi qu'à l'horreur d'une colonisation et d'un blocus depuis près de 20 ans, soumis à diverses attaques meurtrières depuis des années, le peuple palestinien de Gaza fait aujourd'hui face aux bombes US et européennes, à la famine, aux déplacements, aux massacres, au nettoyage ethnique, bref : au génocide. Mais le peuple palestinien reste debout et groupé autour de sa résistance nationale et refuse d'abandonner sa terre, Gaza, et la Palestine.

Cette donnée a mis en échec tous les plans des impérialistes occidentaux et de leurs valets sionistes qui, depuis deux ans, s'échinent en vain, au prix de centaines de milliers de vies innocentes fauchées par la barbarie sioniste, à rayer Gaza et son peuple de la carte, afin de détruire toute résistance anti-impérialiste dans le monde arabe.

La Résistance nationale palestinienne, avec l'aide du mouvement de solidarité international, a obtenu des cessez-le-feu que l'on peut considérer comme des victoires.

L'opération « Déluge d'Al Aqsa » a bouleversé et continue de bouleverser en profondeur l'équilibre des forces, faisant progresser sans commune mesure la cause palestinienne et sa lutte de libération nationale, ainsi que la lutte des peuples arabes pour l'émancipation et la libération. Assurément les années à venir nous prouverons la véracité de ces dires.

Le 7 octobre 2023 a révélé la situation actuelle à celles et ceux qui veulent bien voir. Plus que jamais les discours creux, ceux des torts partagés, des solutions à deux États, de la paix entre « Israéliens » et Palestiniens et le refus de soutenir la Résistance armée palestinienne apparaissent clairement à de plus en plus de travailleurs, pour ce qu'ils sont vraiment : une lâcheté face à l'Histoire et au prolétariat, une position qui valide le colonialisme sioniste. Comme l'a dit Elsa Triolet, « les barricades n'ont que deux côtés ». Soit, nous sommes du côté de l'impérialisme, soit contre.

Des nouvelles de la Résistance à Gaza

La résistance palestinienne à Gaza reste forte, disciplinée, composée de plus de 20 000 combattants et possédant une chaîne de commandement efficace.

Les forces armées de la résistance contrôlent encore le terrain ; et le génocide et la famine, loin d'affaiblir la résistance, la légitiment et la renforcent. Des embuscades meurtrières contre les sionistes ont lieu quotidiennement et la réalité est bien plus coûteuse que les 900 soldats morts assumés par Israël.

Il y a probablement des milliers de morts, des dizaines de milliers de soldats blessés physiquement (amputés) et/ou psychologiquement et inaptes au combat, comme commencent à le révéler des sources israéliennes bravant la censure.

Les factions de la résistance restent unies, et actives politiquement. Elles ne luttent pas dans un baroud d'honneur mais font évoluer leur pratique suivant le cours de la situation politique, dans une guerre de guérilla et d'usure, où l'armée israélienne s'est embourbée dans les sables de Gaza.

Le 17 juillet dernier, Abu Obeida, porte-parole des Brigades Al-Qassam, la branche armée du Hamas, résumait les missions actuelles des Brigades, en déclarant : « La stratégie actuelle de la direction des Brigades Al-Qassam est

de causer un maximum de pertes dans les rangs ennemis, par des opérations à bout portant, et d'œuvrer à la capture de soldats sionistes. ». Les embuscades se sont multipliées depuis avec un succès important.

Une autre preuve que la Résistance palestinienne reste forte est le fait qu'elle demeure ferme sur ses positions dans les négociations, malgré les pressions intérieures et extérieures, et qu'elle ne recule pas sur ses lignes rouges dans la lutte pour un cessez-le-feu aux conditions de la Résistance. Une résistance affaiblie et quasiment détruite ne ferait pas ce choix, encore moins si elle ne se savait pas soutenue par une majorité de la population.

Début juillet, le pouvoir politique israélien a indiqué sa décision que l'armée israélienne occupe totalement Gaza ; là où les chefs de l'armée auraient préféré continuer comme avant, c'est-à-dire bombarder et tirer sur des civils affamés ; effectivement, les pertes pour l'armée d'occupation dans ce scénario sont bien moindres.

Or, si la Résistance était faible, pourquoi alors prendre le risque d'occuper Gaza, et donc de la légitimer encore plus, tout en offrant son flanc pour la guerre de guérilla menée par la Résistance ? Le gouvernement de l'État colonial sioniste, affaibli et divisé en surface mais uni autour de la survie du sionisme, choisit la voie de la guerre totale, marquant ainsi les derniers chapitres de son existence. Tous les sionistes s'opposant à la poursuite de la guerre ne sont pas des alliés mais simplement des sionistes ayant choisi une autre voie pour la survie et le développement de l'État colonial, ils essaient de sauver les meubles. En effet le 7 octobre a marqué le début de la fin du projet sioniste ; et celui du concept d'Israël, en tant qu'État pour les juifs du monde, où ces derniers seraient en sécurité, économiquement et militairement. Tout cela est aujourd'hui brisé, éclaté par l'offensive du 7 octobre.

Les BRICS et Gaza : aucun soutien à part la rhétorique

L'analyse détaillée des positions et des pratiques des pays membres des BRICS face au génocide en cours à Gaza révèle une contradiction flagrante entre leurs discours officiels, souvent centrés sur le droit international, le multilatéralisme et la souveraineté des peuples, et leurs actes concrets.

Dans les faits, les BRICS n'ont pris en commun aucune mesure forte : pas de sanctions, pas de rupture des relations diplomatiques ou économiques, pas d'embargo, ni même de suspension symbolique de la coopération avec Israël.

Au contraire, pour la majorité d'entre eux, les relations commerciales, notamment dans les domaines stratégiques de l'énergie, des technologies de surveillance, des infrastructures ou de l'armement, se sont poursuivies, voire intensifiées, en 2024 et 2025.

L'Afrique du Sud fait certes figure d'exception par sa plainte devant la CIJ, mais cette action très positive est en contraction par la poursuite des exportations de charbon vers Israël et d'autres relations commerciales.

Le double langage diplomatique souligne une vérité fondamentale : malgré leur rhétorique sur un « ordre mondial multipolaire », les dirigeants des pays des BRICS défendent avant tout les intérêts de leurs capitalistes. Ils constituent simplement un bloc impérialiste rival du bloc occidental ; cette rivalité étant d'ailleurs plus ou moins importante selon les États, en ce sens, les BRICS ne constituent pas un ensemble soudé.

Le dernier sommet et leur attitude en tant que bloc par rapport au génocide à Gaza (ils n'ont pas mentionné le mot) et à leurs relations avec l'État colonial sioniste éclairent nettement le fait que les BRICS ne prendront aucune initiative en faveur de la libération de la Palestine, et même pas en faveur d'un cessez-le-feu.

A propos de Rima Hassan et du Sahara occidental

Il y a quelques jours, Rima Hassan s'est pris les pieds dans le tapis à propos du Sahara occidental. Elle a déclaré sur X que la Palestine et le Sahara occidental étaient deux situations de nature différente, qu'en les mettant sur le même plan, on « mélangeait deux causes ». Pour elle, la question du Sahara occidental relève d'un conflit entre Maroc et Algérie, qu'elle juge préjudiciable. Elle nie le caractère colonial de l'occupation par le Maroc du Sahara occidental. Elle oppose un « colonialisme occidental » à un « conflit arabo-arabe », établissant de fait une hiérarchie implicite entre « mauvais colon » (les puissances occidentales et les colons européens en Palestine) et « bon colon » (les Marocains au Sahara occidental).

Dans un de ses nombreux messages sur le sujet, car elle a beaucoup été interpellée, elle essaie maladroitement de justifier son point de vue sur les natures différentes. Pour elle, au Sahara occidental, la première différence vient de la situation génocidaire et de la colonisation de peuplement. Or, il y a également colonisation de substitution au Sahara occidental, dont nombre d'habitants ont été chassés ou tués pour laisser la place à des colons marocains.

Elle ajoute une seconde raison, portant sur la nature du conflit, qui laisse perplexe : « *J'ai évoqué la dimension régionale pour mettre en exergue que la Palestine connaissait une colonisation qui s'inscrivait dans un agenda colonialiste impérialiste occidental. Ce n'est pas le cas pour le Sahara.* ».

Il y a fort à parier que Rima Hassan n'a pas de culture politique anti-impérialiste, et donc ne maîtrise pas bien le concept d'impérialisme. Il est probable qu'elle a découvert l'anti-impérialisme tardivement et qu'elle y puise des arguments par ci par là pour la cause palestinienne, sans en comprendre le mécanisme global. Car la similitude des deux situations est assez évidente.

Le Maroc est un État *compradore*. Ancienne puissance coloniale, la France couvre systématiquement l'occupation marocaine à l'ONU et dans l'UE. Le Maroc a une fonction de sous-traitance impérialiste, de la même manière que l'État colonial sioniste en Palestine. Les ressources sahraouies (phosphates, pêche, énergies renouvelables) sont exploitées par des multinationales européennes et israéliennes, non par le peuple sahraoui.

Comparer Palestine et Sahara Occidental ne revient donc pas à « mélanger deux causes », mais à identifier une même logique coloniale : Israël et le Maroc sont tous deux les instruments régionaux d'un ordre impérialiste occidental.

Par ailleurs, Rima Hassan ne s'inquiète guère du fait que, depuis les Accords d'Abraham, Rabat est un relais régional de l'entité sioniste : les armes testées à Gaza sont redéployées au Sahara. Les nombreux marocains qui manifestent régulièrement leur solidarité avec la Palestine, malgré la répression, réclament la fin de cet accord de normalisation, signé en décembre 2020 par un premier ministre issu de la branche locale des Frères Musulmans.

Mais, quelques jours plus tard, après avoir annoncé qu'elle laisserait de côté le sujet du Sahara occidental pour se concentrer sur la Palestine, Rima Hassan décide de partager un rapport de l'ONG O-CR sur les camps de réfugiés sahraouis, rempli d'imprécisions. Cette organisation (Observatoire des Camps de Réfugiés) qu'elle dit avoir fondée en 2019 n'est pas à un mensonge près. Le pire, est que le rapport nous explique que les jeunes militants qui ont créé le Front Polisario en 1973 et théorisé la Révolution sahraouie ont « *transformé des tribus plus ou moins rivales vivant dans le Sahara espagnol en un peuple revendiquant une appartenance et une identité commune, et donc un territoire indépendant* ». En clair, le Front Polisario aurait inventé l'identité sahraouie. Or, cette identité sahraouie existait déjà, avec des tribus ayant des rivalités et des accords préexistants avant la colonisation espagnole, organisées historiquement dans l'Assemblée des Quarante.

On peut se demander pourquoi Rima Hassan s'est sentie obligée de dire son mot sur le Sahara occidental, une situation dont elle ignore beaucoup et a révélé ainsi son manque de repères et sa position sans grille de lecture anticolonialiste ni anti-impérialiste. Il est probable que la position plus qu'ambiguë de LFI sur le Sahara occidental en soit la cause, avec cette idée parfois exprimée par certains courants autoproclamés « décoloniaux », que les colons et les colonialistes ne peuvent être que « blancs » et donc, que le Maroc ne peut en être. Ces idées qui nous éloignent de la lutte des classes (c'est leur but) témoignent d'une certaine « misère de la philosophie », pour faire référence à Marx, dans certains courants politiques petits-bourgeois.

Nous avons écrit à plusieurs reprises le lien que nous faisons entre les situations coloniales en Kanaky, perpétrée directement par une puissance impérialiste et la Palestine et le Sahara occidental où des intermédiaires (colons européens sionistes ou colons marocains) organisent les choses pour le plus grand bonheur des multinationales occidentales.

Lutter contre l'impérialisme signifie dénoncer toutes les colonisations

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, la meilleure façon de défendre la lutte de libération nationale palestinienne est de combattre toutes les colonisations. L'impérialisme occidental colonise autant au Sahara occidental qu'en Palestine, les deux situations sont similaires.

Cet épisode avec la députée européenne est un argument de plus pour une défense de la libération nationale palestinienne sur une base de classe, en refusant les raccourcis. La victoire récente constituée par la libération de Georges Abdallah le prouve. Seule une lutte sur une ligne anti-impérialiste, revendiquant la fin de l'État colonial sioniste permet des victoires et permet d'avancer vers la libération de la nation palestinienne.

A cet égard, nous saluons une nouvelle fois le travail de la Campagne Unitaire pour la libération de Georges Abdallah qui a permis que le mouvement pour la libération nationale de la Palestine soit amplifié et affermi. Nous en profitons pour rappeler notre position au sujet de la Campagne Unitaire.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, la « Campagne unitaire » doit perdurer et se fixer l'objectif de devenir le lieu du rassemblement de toutes celles et tous ceux qui soutiennent la libération nationale de la Palestine et sa Résistance armée, pour apporter notre contribution militante, en France contre nos capitalistes et leurs tenants, à « la Palestine libre du fleuve à la mer ».